

Unité départementale d'Ille-et-Vilaine
L'Armorique
10, rue Maurice Fabre
CS 96515
35065 Rennes

Rennes, le 24/09/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/06/2024

Contexte et constats

Publié sur 

ROMI BRETAGNE

167 route de Lorient
BP72067 - 35920 RENNES Cedex
35000 Rennes

Références : UD35/2024-541
Code AIOT : 0100016700

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/06/2024 dans l'établissement ROMI BRETAGNE implanté Les Mettras ZA Actipole 35540 MINIAAC MORVAN. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ROMI BRETAGNE
- Les Mettras ZA Actipole 35540 MINIAAC MORVAN
- Code AIOT : 0100016700
- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation, actuellement soumise au régime déclaratif, stocke et traite uniquement des déchets non dangereux de type papier, carton et plastique.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Enregistrement - rubrique 2714
- Risques
- Exploitation
- Déchets sortants

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	enregistrement - rubrique 2714	Code de l'environnement du 11/06/2024, article L 512-7 I	Amende	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
2	RISQUES	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 4.1
3	Exploitation	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Annexe I – 3.5

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
4	Déchets sortants	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Alors que l'installation est soumise au régime de la déclaration en ce qui concerne le transit, le regroupement, le tri ou la préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, elle relève, en raison du volume stocké, du régime de l'enregistrement sans que les prescriptions relatives au régime de l'enregistrement ne soient respectées.

En particulier, les moyens de défense contre l'incendie et le désenfumage ne sont pas assurés : le registre de sécurité n'indique aucun contrôle des robinets incendie armés et du système de désenfumage. Leur conformité ne peut donc être assurée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : enregistrement - rubrique 2714

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 11/06/2024, article L 512-7 I
Thème(s) : Situation administrative, Enregistrement
Prescription contrôlée : Sont soumises à autorisation simplifiée, sous la dénomination d'enregistrement, les installations qui présentent des dangers ou inconvénients graves pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1, lorsque ces dangers et inconvénients peuvent, en principe, eu égard aux caractéristiques des installations et de leur impact potentiel, être prévenus par le respect de prescriptions générales édictées par le ministre chargé des installations classées.
Constats : Lors de la visite, il a été constaté que l'exploitant, ROMI Environnement assure une activité de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à hauteur de 1500 m ³ environ. ROMI Environnement exploite donc une installation en l'absence de l'enregistrement tel que prévu par l'article L512-7. En effet, l'article L. 512-7 du code de l'environnement impose un enregistrement pour les installations relevant la rubrique 2714 de la nomenclature des ICPE dès que le volume susceptible d'être présent dans l'installation est supérieur ou égal à 1 000 m ³ . Si, au jour de la visite, l'exploitant a bien déposé un dossier de demande d'autorisation environnementale incluant les activités de la rubrique 2714 à hauteur du régime de l'enregistrement, cette demande n'a pas fait l'objet d'arrêté préfectoral permettant cette activité avec un volume supérieur ou égal à 1 000 m ³ . > L'exploitant ne peut dépasser le volume de déchets annoncé au sein de sa déclaration, à savoir 990 m³. Par courriel du 21/06/2024, l'exploitant a fourni un descriptif de la répartition des différents stockages permettant de revenir au volume prévu. Il a admis un dépassement, expliquant que le volume avait été temporairement dépassé en raison d'une panne de chariot élévateur impliquant une expédition différée des balles de cartons et plastiques.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Amende
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : RISQUES

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : L'installation est équipée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques notamment : - d'extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. [...]
Constats : Les extincteurs sont répartis à l'intérieur des bâtiments et dans les lieux présentant des risques spécifiques. Ils se trouvent bien à proximité des dégagements et sont bien visibles. Cependant, leur accessibilité est rendue particulièrement difficile en raison de tas de déchets stockés devant leur lieu d'implantation. Le risque incendie est d'autant plus important que, au sein du bâtiment, est stocké un volume de 130 m ³ environ de pellets. > L'exploitant doit rendre permettre un accès aisé aux moyens de défense incendie. Il fournira à l'inspection des installations classées des clichés photographiques prouvant l'accessibilité des moyens de défense incendie tant dans le hangar que sous l'auvent. L'angle de prise de vue sera indiqué sur un plan des locaux.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 3 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Annexe I – 3.5
Thème(s) : Risques chroniques, Entreposage des produits et déchets
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose de moyens nécessaires pour évaluer le volume de ses stocks (bornes, piges, etc.).
Constats : L'exploitant ne met à disposition aucun moyen pour évaluer le volume de ses stocks. Il s'ensuit un stock de déchets non dangereux de papiers et de plastiques estimé à près de 1500 m ³ , volume relevant du régime de l'enregistrement, alors que l'exploitant a déclaré ne stocker que 990 m ³ , volume relevant du régime de la déclaration. > L'exploitant doit mettre à disposition tout moyen nécessaire pour évaluer le volume de ses stocks (bornes, piges, etc.). Il fournira à l'inspection des installations classées des clichés photographiques de ce type de matériel et indiquera leur emplacement de stockage sur le plan des locaux.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 4 : Déchets sortants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Traçabilité des déchets
Prescription contrôlée : Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes : a) Concernant la date de sortie de l'installation :- la date de l'expédition du déchet ; b) Concernant la dénomination, nature et quantité :- la dénomination usuelle du déchet [...] ; - la quantité de déchet sortant en tonne ou en m ³ ; c) Concernant l'origine du déchet :- l'adresse de l'établissement [...];
Constats : L'exploitant utilise un logiciel, nommé CACTUS, afin de connaître les types et masses de déchets tant entrants que sortants. Les données intégrées donnent les informations suivantes : <ul style="list-style-type: none">- date et heure du pesage;- pesage;- type de déchet;- expéditeur;- destinataire;- identité du transporteur;- immatriculation du véhicule. L'exploitant annonce une collecte de déchets oscillant entre 300 et 400 tonnes par mois.
Type de suites proposées : Sans suite